

**À propos du X<sup>ème</sup> Congrès  
du syndicat “ouvriers”  
de Berliet-Vénissieux**

**Les Lieutenants de G. Séguy  
et la situation économique**

---

Freddy Malot – 1<sup>er</sup> août 1969

*Éditions de l'Évidence – 2010*

# **Sommaire**

## ***À propos du X<sup>ème</sup> Congrès du syndicat “ouvriers” de Berliet-Vénissieux***

Le X<sup>ème</sup> congrès C.G.T. “ouvriers” Berliet-Vénissieux.

“L’exploitation de l’homme par l’homme”.

“La situation économique de l’entreprise et dans notre pays”.

“Le progrès dans l’expansion” et le plein emploi par les profits.

Les concentrations, ou l’“harmonisation” capitaliste.

I- La concentration, “loi objective du développement industriel”.

II- Les conséquences de la concentration.

La lutte finale : les “nationalisations démocratiques”.

I- Nationalisations et “démocratie avancée”.

II- Pourquoi nationaliser ?

III- Le capitalisme bureaucratique.

Conclusions.

## ***Annexes***

Engels – Le Marxisme et les Nationalisations<sup>1</sup>.

Vive le Syndicalisme de Lutte de Classe !

---

---

<sup>1</sup> Annexe ajoutée par l’édition. (nde)

# *À propos du X<sup>ème</sup> Congrès du syndicat “ouvriers” de Berliet-Vénissieux*

“La tendance générale de la production capitaliste n’est pas d’élever, mais d’abaisser le niveau moyen des salaires” ;

“Les syndicats agissent utilement comme centres de résistance aux empiétements du capital” ;

“Ils échouent entièrement quand ils se livrent à une simple guérilla contre les effets du système actuel...au lieu de se faire un levier de toutes leurs forces organisées, pour l’émancipation finale de la classe ouvrière” ;

“Sur leur bannière, il leur faut (aux travailleurs) effacer cette devise conservatrice : “Un salaire équitable pour une journée de travail équitable”, et inscrire le mot d’ordre révolutionnaire : “Abolition du Salarial !”

Marx [*Salaire, prix et profit*] – 1865

---

# **Le X<sup>ème</sup> Congrès C.G.T. “ouvriers” Berliet-Vénissieux**

Ce “très grand congrès” s’est tenu en juin 1969. Les porte-serviettes Séguy-Frachon-Saillant et Cie voulaient appliquer leur plan national de reprise en main des travailleurs, à la suite de la révolte de Mai, et organiser la concurrence contre la C.F.D.T. Ils ont accompli la première partie du plan en faisant accepter les “modifications aux Statuts” qui renforcent leur dictature sur les ouvriers de base. Une révolte encore plus large et plus profonde ne manquera pas de s’en suivre.

Notre seule arme, la seule arme des travailleurs contre les patrons et leur État, c’est l’ORGANISATION. Notre organisation de résistance de classe, créée par nous-mêmes, totalement indépendante de la classe possédante, fruit de la lutte acharnée, permanente, sanglante, de millions d’ouvriers contre les patrons et les jaunes, pendant des dizaines d’années, cette organisation est représentée depuis toujours par la C.G.T.

Aujourd’hui, comme cela s’était déjà vu du temps de Jouhaux et des Griffuelhes, notre C.G.T. à tous, syndiqués et non-syndiqués, et dont nous sommes responsables devant la classe ouvrière mondiale, est à nouveau contrôlée par des éléments dégénérés, corrompus par les capitalistes, à plat ventre devant eux, étrangers au mouvement ouvrier authentique, et qui représentent une aristocratie ouvrière accrochée à l’ordre patronal par des milliers d’“avantages”, de “responsabilités” et de places.

C’est un recul de cent ans qui est infligé au mouvement ouvrier de notre pays ; c’est un coup de poignard porté au mouvement ouvrier européen et mondial.

Maintenant il nous faut nous remettre à la tâche, et tirer la leçon de cette expérience. Chassons les serfs du patronat infiltrés dans le mouvement ouvrier ! Rétablissons le syndicat de classe et la lutte de classe, le syndicat rouge, subordonnant toute son activité à l’objectif final : “l’abolition du patronat et du salariat” (Statuts de la C.G.T.) !

Nous espérons contribuer au combat en soumettant à la critique les conceptions économiques exposées dans le rapport d’orientation du X<sup>ème</sup> congrès.

## **“L’Exploitation de l’Homme par l’Homme”**

Les chefs embourgeoisés de notre C.G.T. parlent des “travailleurs”, de la “classe ouvrière”, de “grand capital”, de “pouvoir des monopoles”, et même d’“exploitation de l’homme par l’homme”. Mais pour eux ce sont des mots vides, qu’ils utilisent parce qu’ils sont malins. Le meilleur camouflage des domestiques du patronat est le langage des ouvriers révolutionnaires.

Cherchez des **précisions** sur l’exploitation de l’homme par l’homme dans le texte d’orientation du congrès : vous n’en trouverez pas la moindre trace. Les 16 pages de texte sont au contraire consacrées à voiler, effacer tout ce qui pourrait la révéler.

C’est pourtant par là qu’il faut commencer dans un congrès “ouvrier” !

Avant tout, nous sommes les esclaves collectifs de la classe patronale, c’est-à-dire des propriétaires privés, qui détiennent la totalité des moyens de production, d’échange et d’existence, de tout ce qui est nécessaire à la vie.

Les patrons nous mettent à genoux, nous obligent à nous vendre à eux “librement” pour subsister, pour survivre. Nous travaillons pour de l’argent, pour “vivre”, et notre salaire n’a **rien** à voir avec notre travail : c’est notre **temps**, notre **vie** qu’on achète. Et nous vendre au patronat, c’est nous effacer du genre humain, de la vie.

Une fois négociés par le chef du personnel, le patron nous fait jeter dans l’atelier, au travail forcé, sous la garde de la gendarmerie patronale, les contremaîtres et les blouses blanches, où il nous faut encore subir le terrorisme patronal, encaisser en serrant les dents.

Et on ne doit pas s’occuper si on produit des engins de mort contre les travailleurs d’ailleurs, ou du matériel de répression contre nous-mêmes (des camions pour flics), ou des objets de luxe pour les capitalistes, ou des marchandises de guerre commerciale, ou des produits qui ne seront pas vendus faute de “débouchés” et qui nous enverront au chômage...

Tout notre travail a pour résultat de renforcer sans cesse le Capital, c’est-à-dire notre asservissement, et augmente notre insécurité matérielle. Nous ne sommes même pas assurés de pouvoir nous vendre à l’avenir, et nous ne savons pas ce que deviendront nos enfants.

Notre lutte syndicale elle-même, tant qu’elle n’a pas abouti à la suppression du patronat, ne réussit qu’à freiner la chute de nos salaires, à déterminer le degrés

***Freddy Malot – À propos du X<sup>ème</sup> Congrès de Berliet-Vénissieux***

d'inhumanité auquel nous serons réduits par les non-travailleurs, ceux qui nous font travailler, les exploités.

C'est cela l'exploitation de l'homme par l'homme, messieurs les chefs "ouvriers", puisque vous l'avez oublié ! C'est que nous sommes des esclaves, que le travail est une "corvée", que l'usine est une prison, et que le travail manuel est une damnation, dans les conditions actuelles du salariat et du capitalisme.

Et nous, nous appelons les choses par leur nom : nous ne disons pas "la Direction", mais le capitaliste Paul Berliet, seigneur local de 20 000 esclaves salariés.

---

## **“La situation économique de l’entreprise et dans notre pays”**

Les lieutenants de G. Ségué ne parlent de l’exploitation de l’homme par l’homme que pour la propagande, pour la galerie, pour dégoûter les ouvriers du syndicalisme. Ce qui les intéressent réellement, leur premier souci, c’est de savoir comment vont les affaires du patron et de toute la classe patronale, de l’entreprise-France, de la “Nation”. Ils appellent cela étudier “la situation économique de l’entreprise et dans notre pays”. Là ils sont à leur aise !

Ce n’est pas l’état d’exploitation et d’oppression, l’état d’esclavage **des ouvriers**, chez Berliet et en France, qu’ils ont en vue, mais la “situation économique”, l’état **commun** des ouvriers et des patrons, qui n’est rien d’autre que la marche des affaires du patronat.

Ces messieurs se placent par là en “spécialistes” de la gestion capitaliste, au-dessus des deux camps. C’est ainsi que le patron n’apparaît pas comme **ennemi** des ouvriers, mais comme “interlocuteur”, “Direction” **concurrente** des chefs “ouvriers” dans les “négociations”. De son côté, le syndicat n’est plus qu’un groupe de pression, un trust revendicatif, subordonné à la carrière “économique” des chefs “ouvriers”.

En fait de “représentants” syndicaux, nous avons en définitive des assistantes sociales du patronat, chargées d’arrondir les angles, d’amortir les chocs, de perfectionner et assouplir les mécanismes de l’exploitation, de “régulariser” la production, de huiler la machine qui nous boit le sang.

À la place du syndicalisme ouvrier, du syndicalisme de classe, nous avons un syndicat-maison, un syndicat social-capitaliste à l’échelle de la boîte, et un syndicat “national”, social-fasciste à l’échelle de la France. Voilà où est tombée notre C.G.T. Les bonzes qui sont à la tête appellent cela du “syndicalisme de masse”. La **masse** des ouvriers leur montrera bientôt ce qu’elle en pense. Elle a déjà commencé chez Renault en chantant : “Ségué démission” !

## **“Le progrès dans l’expansion” et le plein emploi par les profits**

Quelle est donc la “situation économique de l’entreprise”, depuis la “victoire” de Grenelle ? Voici le raisonnement de nos savants économistes “ouvriers” :

1- Les négociations Séguy-Pompidou ont abouti à une “augmentation du pouvoir d’achat des salariés” ;

2- Les augmentations de salaires ont eu pour conséquence un “développement du marché intérieur”, c’est-à-dire de la consommation du peuple ;

3- La consommation accrue a entraîné une “relance de l’activité économique”, une extension de la production ; “Berliet n’a pas échappé à la règle” : record des ventes et de la production en 1968, “l’entreprise est en pleine expansion” ;

4- La production accrue oblige à créer de nouvelles usines et à embaucher des ouvriers : “les effectifs vont augmenter”, “ce qui est bien la démonstration que l’augmentation du pouvoir d’achat des salariés est un facteur important pour garantir l’emploi”.

Tout est donc pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles, par la grâce de Saint Georges Séguy, vaillant négociateur.

Hélas, le négociateur n’est qu’un marchand de tapis, et il raconte des fables aux ouvriers.

D’abord, tout cela n’est que du bavardage, et a pour but de nous faire oublier les “événements”, la révolte populaire de Mai 68, sa nature réelle et son exemple pour nos luttes futures.

Les ouvriers répondent à Séguy et consorts : Vous voulez nous faire croire après coup que vous étiez mandatés par nous à Grenelle, alors que la grève sans préavis, les occupations et les barricades se sont faites sans vous et largement contre vous ; vous avez organisé Grenelle avec la commission exécutive du patronat – le gouvernement – pour briser le mouvement, isoler les étudiants et les livrer à la répression, pour imposer la reprise séparée, “sans préalable” (l’abrogation des ordonnances sur la Sécurité sociale), sans présenter ni faire aboutir **aucune** revendication générale, répondant à nos sacrifices pendant plus d’un mois de grève nationale (augmentation massive des salaires, les 40 h immédiates, abolition du préavis, etc.), et sans exiger la démission du gouvernement, la dissolution des C.R.S., la disparition de la V<sup>ème</sup> République...



## ***Freddy Malot – À propos du X<sup>ème</sup> Congrès de Berliet-Vénissieux***

Ensuite, sur le plan strictement économique, votre bavardage est un tissu d'absurdités. De deux choses l'une : ou bien nous sommes dans un régime d'exploiteurs capitalistes, ou bien dans un régime sans patrons ni exploités, un régime communiste. Vos absurdités consistent justement à effacer cette différence essentielle. Mais nous vous obligerons bien à dévoiler votre choix.

Votre fable, c'est qu'en régime capitaliste, les patrons ont intérêt à augmenter les salaires, ceci assurant une "pleine expansion" de leur capital, et nous donnant par-dessus le marché la "garantie de l'emploi". Vous avez trouvé la clé de la fraternité des classes et du capitalisme éternel ! Comme les Paul Berliet et leurs cousins patrons sont bêtes de ne pas y avoir pensé plus tôt ! Pourquoi ne nous accueillent-ils pas à bras ouverts, avec le sourire, et tout l'empressement que nous méritons quand nous leur suggérons une misérable augmentation de 25 centimes de l'heure ? Des patrons méconnaissant à ce point leurs propres intérêts devraient faire un stage à l'école syndicale de la C.G.T. !

"Les corbeaux, les vautours" de la "bande" patronale, comme les désigne l'Internationale, c'est-à-dire vos "partenaires" en négociations doivent bien rire de vos absurdités économiques ! Ce qui doit les réjouir surtout, c'est de voir le zèle que vous montrez à répandre leur propre camelote dans le mouvement ouvrier. En effet, tout comme vous, la tribu des Paul Berliet prêche l'"intérêt national", le "progrès dans l'expansion", et le plein emploi par les profits. Souvenons-nous de ce qui ornait nos murs sous le règne de notre ci-devant prince Charles national : "achetez bien, achetez plus", "soutenez le coq de combat", "un pays qui sait vendre est sûr de produire", ou encore mieux :

"Quand les ventes marchent, les usines tournent – Et une usine qui tourne, c'est la sécurité de l'emploi et la prospérité" (I.P.E.A.C.).

Quelle ressemblance ! C'est vous tout craché ! Et on dira que la publicité n'est pas efficace, alors qu'elle s'insinue jusque dans les plis du cerveau des chefs "ouvriers" !

Mais les capitalistes ne sont pas aussi bêtes que vous le feriez croire. Car il y a une petite nuance entre leur camelote et vos absurdités. C'est que dans leurs slogans, tout commence non pas par "l'augmentation du pouvoir d'achat des salariés", mais par la "**vente**". Et la vente n'est possible que par la "compétitivité". Si bien que du point de vue de vos partenaires, si l'on veut entrer un jour dans le paradis capitaliste des "hauts salaires" et de la "sécurité de l'emploi", il faut **commencer** par "bloquer les salaires" et mettre "la France au travail", "dans l'ordre et la paix publique", c'est-à-dire baisser les salaires, et interdire les grèves.

Le schéma **orthodoxe** de l'économie capitaliste, ce n'est pas votre enfantillage, mais ce qui suit :

- 1- De bas salaires permettent de produire à bon marché ;

## ***Freddy Malot – À propos du X<sup>ème</sup> Congrès de Berliet-Vénissieux***

2- Cette compétitivité acquise entraîne un élargissement du marché intérieur, non pas par une consommation accrue, mais par la ruine des petits capitalistes et par l'exode rural ;

3- Et elle permet à la Nation d'engager la guerre industrielle sur le marché mondial, de se tailler un empire économique ;

4- Mais, "nos" concurrents faisant de même, tout cela conduit à une surproduction générale, à la crise, au chômage massif et à la guerre.

5- Ajoutons à cela que les bas salaires supposent dès l'origine l'existence d'une armée de réserve de chômeurs, et que pour maintenir à la fois les bas salaires et le chômage, et puis affronter la crise, il faut détruire le mouvement ouvrier, ce à quoi les lieutenants de G. Séguy se consacrent avec conscience et assiduité, méritant ainsi l'estime de monsieur Pompidou.

Pour que votre système de hauts "salaires"-expansion-plein emploi ne soit plus des boniments, il faudrait ce que vous cachez soigneusement : que l'on ait exproprié les capitalistes, que soit établie la propriété sociale des moyens de production, bref que nous ayons un régime communiste ! C'est seulement alors que la consommation ne sera plus soumise à la production ; que les "entreprises" ne produiront plus pour vendre, mais pour satisfaire les besoins de la société et du peuple ; que la consommation et la production ne seront plus en opposition mais en accord ; que nous n'aurons plus des salaires et des profits frères ennemis, mais un revenu social solidaire.

Vos absurdités économiques servent dès à présent le patronat en nous intoxiquant. Elles peuvent encore lui rendre d'autres services à l'avenir.

En effet, le système capitaliste étant lui-même "absurde", votre version de la théorie patronale de la solidarité d'intérêts entre les salariés et l'expansion sera très utile à nos vautours lors de la prochaine **crise**. Dès cet instant, ils "redécouvriront", comme d'habitude, les vertus de la "consommation", et mobiliseront leurs profits, non pas pour assurer le bien-être des ouvriers, mais pour "réaliser" le Capital, "réamorcer la machine économique", et **sauver** le régime, **échapper** à l'émancipation révolutionnaire des travailleurs. Mais ce jour là – si tout ce passe selon vos désirs –, vous ne serez plus les "partenaires" du patronat : vous serez bel et bien les gérants en titre du Capital. De toute façon, occupant ou non les fauteuils ministériels, qui firent le bonheur, en d'autres temps, de Léon Blum, votre carrière "ouvrière" sera à tout jamais enterrée.

# **Les concentrations, ou l’“harmonisation” capitaliste**

Passons à l’exposé de la situation économique extérieure de l’entreprise, aux concentrations et à leurs conséquences.

## **1- La concentration, “loi objective du développement industriel”**

Ici, apparemment, ce n’est plus la même musique :

1- Les “industriels” (en langage ouvrier : les patrons) veulent “devenir plus puissants et accentuer encore l’exploitation des travailleurs” ;

2- À cela correspond “une concurrence de plus en plus âpre” sur le marché mondial ;

3- Pour faire face à la concurrence, les patrons organisent des concentrations nationales (Berliet-Citroën) et internationales (Berliet-FIAT) ;

4- “Si la concentration est **une loi objective du développement industriel**, nous devons préciser que, dans un régime capitaliste, elle se fait toujours contre les travailleurs” ; leur “raison essentielle est le profit maximum”.

À première vue, quand on passe de chez Berliet au marché mondial, on passe du calme à la tempête :

Chez Berliet, la “Direction” et les “salariés” étaient main dans la main ; la “pleine expansion” était inséparable des hauts salaires.

Sur le marché mondial, c’est le monde à l’envers : la “puissance” des entreprises, leur “concentration”, est commandée par le “profit maximum”, “l’exploitation accentuée des travailleurs”, et “elle se fait toujours contre les travailleurs” ; au lieu d’un “développement du marché”, on a le spectacle inverse d’une “concurrence de plus en plus âpre”...

Voilà bien un mystère économique ! Les fables de Jojo Séguy qui ont cours chez Berliet, et à FIAT par le relais de la C.G.T. italienne, semblent avoir peu de prise sur le marché mondial !

La situation paraît donc inquiétante pour les travailleurs. Cependant il nous faut chasser cette dernière impression. Pourquoi ? parce que les chefs “ouvriers” ont découvert que les concentrations sont “**une loi objective du développement industriel**”. Cela peut être compris de deux manières tout à fait différentes :

- Ou bien on “oublie”, comme c’est le cas ici, que ce qui est “concentré”, c’est **du Capital**, la propriété privée elle-même ; dans ce cas cela revient à dire : le développement des moyens de travail et de production, **quels que soient les rapports de propriété**, est une loi objective du développement **de toute société**. Autrement dit : la croissance d’un arbre est une loi objective d’un arbre qui pousse ! Allez oser signaler ensuite que l’arbre auquel vous avez affaire ne porte pas de fruits, vous empêche de faire pousser les salades dont vous auriez besoin, et que ses branches croissent dans vos fenêtres en vous privant de la lumière du soleil ! C’est cette “omission” que font les lieutenants de G. Séguy quand ils prétendent que les ouvriers font la grève sur le tas pour “protéger LEURS moyens de production”...

- Ou bien c’est réellement de la concentration du Capital qu’il est question, comme c’est le cas pour la fusion Berliet-FIAT, et la déclaration des chefs “ouvriers” devient celle-ci : la concentration **du Capital** est une loi objective du développement industriel **communiste** ! C’est passer de l’infantilisme au ridicule.

Les deux manières réunies, on nous dit ceci : la concentration du Capital malmène les ouvriers, mais c’est **malgré cela** un progrès absolu de la société. Cela s’appelle faire **l’apologie** du capitalisme et, une fois de plus, toutes les envolées sur le “profit maximum” et “l’exploitation accentuée des travailleurs” n’étaient que des phrases en l’air.

Une fois de plus, les lieutenants de G. Séguy font de leur mieux pour confondre, mélanger le capitalisme et le communisme, embrouiller les esprits pour cacher leur situation trouble.

Ayant d’une part estompé le fait que la “concentration”, c’est la concentration **du Capital**, ce qu’ils appellent “régime capitaliste” d’autre part ne se rapporte qu’aux conséquences et aux traits extérieurs du capitalisme ; plus précisément ce n’est qu’**une forme particulière** du régime capitaliste. Et la disparition du capitalisme que le club Séguy envisage est simplement **une gestion différente du Capital**. L’aveu officiel en sera fait avec le programme des “nationalisations démocratiques”.

Pour traiter comme il convient la question des concentrations, il faut dire ceci : **dans les conditions du capitalisme**, le développement économique est mesuré par la concentration du Capital ; cette concentration est suscitée à notre époque monopoliste par la recherche du profit maximum, et elle a pour complément naturel un assujettissement renforcé **du Travail**, et une exploitation accentuée des travailleurs.

La fusion Berliet/FIAT est une concentration **du Capital** de Berliet et **du Capital** de FIAT. Que signifie cette “concentration” ? Tout simplement que là où on avait **deux** capitaux, nous n’en avons plus qu’**un** ; que **deux** associations de capitalistes n’en forment désormais plus qu’**une**. Ceci est la suite et une forme supérieure de **l’expropriation des capitalistes entre eux**. C’est dans cette mesure, et uniquement dans cette mesure, que la “concentration” représente un “progrès”. Le processus de concentration n’a évidemment **aucun sens** en l’absence de l’existence des capitalistes eux-mêmes, du régime capitaliste et de la propriété privée.

Ensuite, “nous devons préciser” ceci : là où il n’existe pas de propriété privée, de Capital – dans un régime non pas capitaliste mais communiste – il n’y a pas non plus de concentration du Capital, et celle-ci n’est par conséquent PAS la “loi objective du développement industriel”. Dans un régime où les moyens de travail et de production, entre les mains de la classe ouvrière, sont la propriété sociale du peuple, leur développement est même bien plus une **déconcentration** qu’une “concentration”. C’est ainsi que le développement des forces productives de la communauté nouvelle s’applique à rétablir l’harmonie entre la ville et la campagne, à animer les régions arriérées, et consolide toujours plus la maîtrise de la production par la **masse** des travailleurs.

Enfin, signalons que dans les conditions actuelles **impérialistes** du capitalisme, si la concentration du Capital est bien une “loi objective du développement industriel”, elle est encore plus un **frein**, un **obstacle** au développement économique général.

## **2- Les conséquences de la concentration**

Poursuivons par l’exposé des conséquences de la concentration Michelin-Citroën-Berliet/FIAT :

1- Conséquence technique : l’“harmonisation dans le domaine des fabrications” dont “il est trop tôt pour indiquer les incidences sur le personnel” ;

2- Conséquences sociales : l’“harmonisation sociale se fera inévitablement au détriment des travailleurs qui ont les avantages les plus élevés du groupe” ;

3- Conséquence politique : “ce qui est certain, c’est que la société la plus puissante détiendra les leviers de commande”, c’est-à-dire FIAT, “un des plus grands constructeurs mondiaux (200 000 ouvriers)”.

Reprenons ces points dans l’ordre. D’abord la conséquence technique. Comment se produit-elle ?

## ***Freddy Malot – À propos du X<sup>ème</sup> Congrès de Berliet-Vénissieux***

La guerre industrielle qui fait rage sur le marché mondial met nombre de capitalistes en faillite, qui sont mangés sans cérémonie par d'autres. Tel est le processus général. Mais au cours de ce processus, les capitalistes découvrent aussi les bienfaits de l'association, et mettent en pratique à leur façon le principe : l'union fait la force. De sorte que sur divers fronts de la guerre, et en divers points du champs de bataille, ils opèrent des "concentrations", qui rendent la lutte plus sanglante.

Le principe des concentrations est le suivant : par l'addition de deux ou plusieurs capitaux, on obtient un capital unique de **puissance** accrue, par cela même qu'il est UN, sans que soit modifié le **volume** d'ensemble du Capital.

Comment s'explique le gain de puissance du Capital unique ? Essentiellement par une exploitation plus rationnelle du marché – le marché étant par lui-même une chose tout à fait irrationnelle. Les frais qu'occasionnaient la concurrence réciproque disparaissent ; les fournitures mutuelles se développent largement et à meilleur compte ; un marché unique est créé où peuvent s'imposer pour un temps des prix de monopole. De plus, ce qui faisait "double emploi" dans la technique ou l'administration peut être en partie supprimé, et la production nouvelle est simplifiée, spécialisée. Au total, c'est un "progrès" dans la division capitaliste du travail et de la production à l'échelle internationale. Voilà comment se présente la conséquence technique de la concentration.

La puissance accrue du capital concentré ne signifie rien d'autre qu'un renforcement de la domination du Capital sur le Travail. D'un côté le Capital acquiert une puissance nouvelle sur le marché, de l'autre l'impuissance du Travail est relativement accentuée. En définitive, le nouveau Capital est mis en valeur par **moins** de Travail : soit qu'il occupe un nombre moindre de travailleurs, soit qu'il conserve un nombre égal de travailleurs aux salaires amoindris.

C'est ici qu'il faut dire : "la concentration se fait toujours contre les travailleurs". Mais, entre temps, les lieutenants de G. Séguy ont certainement changé d'avis, puisqu'ils passent ces faits sous silence.

Ensuite, l'"harmonisation dans le domaine des fabrications" et la rationalisation du travail, qui sont les buts visés par la concentration, entraînent régulièrement une "compression du personnel". Et tant que le nouveau Capital n'aura pas dépassé largement la production totale ancienne, il ne sera pas en mesure de réoccuper les effectifs anciens. Cela n'est possible que par l'annexion de débouchés existants, c'est-à-dire en ôtant leur travail à d'autres ouvriers, ou par l'extension hypothétique du marché mondial total.

Les chefs "ouvriers" trompent de manière préméditée des travailleurs de chez Berliet en prétendant qu'il est trop tôt pour indiquer les "incidences de la concentration sur le personnel". Cette propagande **tranquillisante** est des plus

dangereuse. C'est sur ce point que les syndicalistes prolétariens, révolutionnaires, doivent alerter principalement leurs frères de classe dans la période actuelle.

Deuxième conséquence, sociale : contrairement à ce qu'affirment les chefs "ouvriers", il n'est pas "inévitabile" que les travailleurs qui conserveront leur emploi voient leurs "avantages sociaux" nivelés sur les moins élevés du groupe. Ces avantages sont bien plus fortement conditionnés par la concurrence des travailleurs de la métallurgie entre eux dans chaque pays que par les désirs de nivellement international des capitalistes, et leur défense dépend précisément de la capacité de combat des travailleurs organisés, en France et en Italie. Cependant, **dans chacun des pays**, les travailleurs mis en chômage exerceront une pression sur les salaires de toute la métallurgie, contrariant fortement les luttes revendicatives, et menaçant les "avantages sociaux" **de tous**.

Le point de départ des chefs "ouvriers", nous l'avons vu, c'est l'apologie du capitalisme. Elle a pour conséquence le point de vue "maison" au sein du "groupe", et le point de vue de "groupe" au sein de la métallurgie dans son ensemble. Il nous faut combattre cette démagogie dégoûtante.

L'apologie du capitalisme devient éclatante lorsqu'on nous décrit les concentrations comme une "**harmonisation**" économique et sociale, alors qu'elles consistent au contraire à élever à un degré supérieur, à un degré international, la désharmonie, le déséquilibre, l'anarchie, le chaos capitaliste dans tous les domaines.

C'est **encore** une apologie du capitalisme que font les chefs "ouvriers" quand ils partent en guerre contre le seul aspect non-harmonieux, de leur point de vue, de la concentration : le danger "politique" que la FIAT italienne prenne les "leviers de commande" de la nouvelle société. Ils disent encore :

"L'extension de ces concentrations...fait courir un danger à la vie économique de notre pays, puisque des décisions intéressant les travailleurs français peuvent être prises dans une firme étrangère".

Ils se rangent ici délibérément, comme en de multiples autres occasions, du côté de la fraction "nationale" de la bourgeoisie impérialiste de "notre pays". Leur seule position offensive dans toute l'affaire se résume à prendre parti pour le seigneur "français" Paul Berliet et ses suzerains Michelin et Citroën, et à organiser une excitation xénophobe, nationaliste réactionnaire, contre le fief "étranger" FIAT... Et le vieux Marx disait que les prolétaires n'ont pas de patrie !

# La lutte finale : les “nationalisations démocratiques”

Ce que les lieutenants de G. Séguéy appellent “régime capitaliste” n’est pas le régime que subissent les ouvriers, mais seulement une forme particulière de ce régime. Ils ont dans leur manche un programme de gestion différente du Capital. Ce sont les “nationalisations démocratiques”.

Voici la morale de toute la fable :

“Le meilleur moyen” pour que les concentrations “**ne se retournent pas** contre les salariés, c’est de **réclamer la nationalisation des secteurs importants de l’industrie française**”.

Pourquoi est-ce le “meilleur moyen” ? Pourquoi pas l’internationalisation sous le contrôle de l’O.N.U. ? Cela réglerait une bonne fois le problème “politique” des concentrations !

## 1- Nationalisations et “démocratie avancée”

Étudions de plus près ces nationalisations.

On nous disait tout à l’heure que la concentration se fait toujours contre les travailleurs “dans un régime capitaliste” ;

On nous dit à présent que la “nationalisation des secteurs importants de l’industrie française” **empêche** les concentrations de “se retourner contre les salariés”.

Ce qui se produisait “toujours” en régime capitaliste est “empêché” par les nationalisations. La conclusion naturelle est que les nationalisations **suppriment le régime capitaliste**, n’est-ce pas ?

Quel est donc ce régime des nationalisations, qui n’est **plus** le régime “capitaliste” ? Serait-ce le communisme qui, historiquement et économiquement, **supprime** – et lui seul – le capitalisme, en supprimant le Capital ?

Vous n’y êtes pas du tout ! Les nationalisations ne suppriment pas le Capital, elles empêchent seulement sa concentration de se retourner contre les travailleurs. C’est assez étonnant, mais les nationalisations suppriment le “capitalisme” **sans toucher**



**au Capital**, facteur universel de “développement industriel”, comme on l’a vu à propos des concentrations.

Le bon militant de la C.G.T., s’il veut s’y retrouver, doit commencer par étudier le “Manifeste du Comité Central du Parti Communiste Français” (décembre 1968). Qu’y lit-il ?

1- Les “nationalisations démocratiques” “limitent progressivement et systématiquement l’emprise des monopoles sur l’économie nationale”, et établissent un régime de “**démocratie avancée**” ;

2- Ce nouveau régime précède le “changement qualitatif” du passage au socialisme, lequel correspond à une généralisation progressive (encore !) de la “**propriété collective**”.

C’est clair, la démocratie avancée n’est pas le socialisme, qui suppose un “changement qualitatif” ultérieur. Sous ce régime des nationalisations, le Capital reste, et sa concentration se poursuit, mais elle ne se fait plus “contre” les travailleurs. Ce miracle est dû au fait que le régime capitaliste maintenu est “débarrassé” du “pouvoir **antidémocratique** des monopoles”.

L’ouvrier entêté intervient alors : “Mais si le régime capitaliste est maintenu, n’avez-vous pas dit que la concentration doit s’y faire **contre** les travailleurs ?”.

“Je n’ai pas dit cela !” rétorque le chef “ouvrier”, “quand je parlais du “régime capitaliste”, je pensais à sa forme actuelle **antidémocratique**, où la concentration se fait, certes, **toujours** contre les travailleurs ; mais sous la forme **démocratique** du capitalisme, où l’emprise des monopoles est limitée, la concentration ne se fait **pas toujours** contre les travailleurs, elle ne se tourne **pas nécessairement** contre les salariés, comme je l’ai dit. Ne va pas croire, camarade, que dès avant le socialisme, la concentration du Capital (il sera encore là sous le socialisme, le chef “ouvrier” ne peut pas s’en passer) se retourne CONTRE LES CAPITALISTES, et se fait AU PROFIT des travailleurs !”.

Ainsi, les nationalisations maintiennent le capitalisme ; elles en suppriment les inconvénients, sans donner les avantages du communisme. La concentration du Capital ne s’y fait ni “pour”, ni “contre” les travailleurs, mais dans l’intérêt général des patrons et des ouvriers, du Capital et du Travail. C’est ce que clament triomphalement les lieutenants de G. Séguy : “Les nationalisations démocratiques correspondent à l’**intérêt national**”.

Tout cela est de la plus haute fantaisie ! En fait, il est bien vrai que les concentrations se font “toujours contre les travailleurs”, sous n’importe quelle forme de capitalisme, même si les chefs “ouvriers” ne prennent pas au sérieux ce qu’ils disent. C’est pourquoi il est erroné de déclarer qu’elles se “**retournent**” contre les

travailleurs, comme si leurs **conséquences** seules peuvent, ou non, nuire aux travailleurs. En elle-même et à l'origine, la concentration est **dirigée contre** les travailleurs.

## **2- Pourquoi nationaliser ?**

Mais alors, pourquoi nationaliser ? Parce qu'à la suite de leur ancêtre Proudhon, les lieutenants de G. Séguy trouvent la forme actuelle du capitalisme "**injuste**", "anormale", "absurde". Voici les arguments :

1- "Plus **la production devient collective**, plus il apparaît anormal que la propriété des moyens de production reste et même se restreigne entre les mains de quelques hommes" ;

2- "Ceci d'autant que de plus en plus, **les sociétés privées font appel à des capitaux publics** (emprunts à l'État) pour donner de l'expansion à leurs entreprises".

Disons tout de suite que l'appropriation privée des moyens de production n'est pas, en elle-même, "anormale".

D'abord, ce fut un rapport social tout à fait positif et nécessaire dans l'histoire de l'humanité. Le rôle historique du capitalisme a été précisément de donner naissance à la "production collective" en question.

Ensuite, il se trouve que depuis longtemps la production sociale est à son tour entravée par la propriété privée. Le capitalisme, "collectiviste" malgré lui, empêche la production de devenir réellement collective ; son collectivisme à lui est inconséquent et à sens unique ; il conduit au sous-développement des forces productives ; il impose la sous-consommation des travailleurs, qu'il place dans un régime "collectif" de semi-liberté, dans un véritable camp de travail national, et qu'il écrase par la gigantesque oppression d'un État omniprésent. Tout cela dans le seul but de satisfaire les besoins du Capital : l'accumulation accompagnée par la militarisation générale de l'économie, et la consommation de luxe, barbare, des capitalistes.

Cette situation n'est pas "anormale" : elle est **insupportable** pour les travailleurs et le peuple ; elle est explosive et révolutionnaire. Elle prépare et appelle le soulèvement général du peuple, sous la direction de la classe ouvrière, avec pour objectif le renversement de l'État bourgeois, et l'expropriation des capitalistes, condition préalable à la société sans classes.

## ***Freddy Malot – À propos du X<sup>ème</sup> Congrès de Berliet-Vénissieux***

Au lieu de cela, au lieu de prendre la tête de l'insurrection du Travail contre le Capital, G. Séguy et ses lieutenants préconisent des "nationalisations démocratiques" ! "Nationaliseront-ils les C.R.S. ? C'est déjà fait !

Le second argument des chefs "ouvriers", c'est que les "sociétés privées font appel à des capitaux publics", qu'elles "reçoivent des subsides de l'État" (Manifeste du P.C.F.). En quoi cela accentue-t-il l'"anomalie" de la propriété privée ?

Les capitalistes se considèrent naturellement comme les patrons de droit de l'État, et ils manipulent les finances publiques comme un **capital commun** à la classe dominante. À partir de ces "capitaux publics", les rivalités s'aiguisent et les inégalités s'accroissent entre les différentes fractions de la bourgeoisie. C'est un aspect et une conséquence du régime.

Le point de vue des chefs "ouvriers", c'est que les "capitaux publics", sous prétexte qu'ils n'ont pas de propriétaire nominal, ne sont pas du Capital, une expression de la propriété privée, et une puissance d'exploitation de l'homme par l'homme ; ou bien, en tant que Capital "national", qu'ils sont la propriété privée de tout le monde, n'exploitant personne ! On voit jusqu'où l'asservissement au capitalisme conduit ces personnages !

Avec cette question des "capitaux publics", on touche un point sensible de tout le programme économique des chefs "ouvriers" de la C.G.T. En effet, le régime des nationalisations – ou démocratie avancée – se propose de généraliser les "capitaux publics", et l'exploitation de l'homme par l'homme par des **fonctionnaires** du Capital "national". C'est la méthode des curés "dans le vent", qui abandonnent leur soutane au chiffonnier, pour faire croire que la religion n'est plus l'opium du peuple, mais le vrai quinquina populaire. De même, le rêve des chefs "ouvriers" est de camoufler les exploités dans des uniformes de "salariés".

Sur le fond, le truc n'est pas nouveau : depuis qu'il y a des travailleurs d'un côté, et des propriétaires de l'autre, ces derniers sont en fait les fonctionnaires de leur propre Capital auquel ils s'identifient. Le développement historique du capitalisme est lui-même un long processus de séparation de la propriété formelle et de la gestion réelle du Capital, aujourd'hui poussée à l'extrême, et aboutissant à la forme monstrueuse du capitalisme d'État.

Du point de vue révolutionnaire, l'évolution historique du capitalisme en capitalisme d'État met en évidence le caractère **de classe** – et non simplement individuel – de la propriété privée, et **l'unité** des tâches de la classe ouvrière, de destruction de l'appareil d'État oppresseur, et d'expropriation des exploités particuliers, **aussi bien que de l'État-patron**.

### **3- Le capitalisme bureaucratique**

L'orientation des chefs "ouvriers" est tout à fait opposée à la mission historique de la classe ouvrière. Alors que les travailleurs voient dans l'**État-patron** l'expression la plus parfaite de l'exploitation **de classe** des capitalistes, les premiers y voient ni plus ni moins qu'un secteur communiste au cœur de la société capitaliste. Les lieutenants de G. Séguy n'ont pas oublié leurs postes dans les conseils d'administration des entreprises "nationalisées" à la libération...

L'exaltation de l'État-patron nous est donné par un tract de la C.G.T. parlant de la **Régie Renault** (extraits de la Conférence de Presse de la Fédération C.G.T. de la Métallurgie, du 4 octobre 1968) :

- "La Régie Renault est un exemple mal vu par **les monopoles**" ;
- Elle est actuellement "**placée sous la protection des travailleurs**" et "ne peut être facilement et directement **reprise** par les monopoles" ;
- "**Les profits** qu'elle réalise... plaident en sa faveur".

Tout y est : Renault, entreprise nationalisée, est sous la protection des travailleurs, échappe aux monopoles, et cet îlot de démocratie avancée remporte la compétition économique dans la course aux profits avec le secteur privé ! Une provocation de grande envergure contre les ouvriers de la Régie !

Tout le programme économique de G. Séguy et Cie consiste à opposer les intérêts particulier de l'État-patron aux intérêts des patrons particuliers, le monopole d'État aux "monopoles". Depuis la libération, ils considèrent l'État-patron capitaliste comme leur royaume indépendant.

Bien sûr, les "monopoles", c'est-à-dire les féodalités qui sont à la base du régime capitaliste à son stade actuel impérialiste, ne sont pas décidés à laisser la place à quelques dirigeants ouvriers corrompus, et leur développement a au contraire pour résultat nécessaire de réduire tout privilège éventuel du secteur nationalisé. C'est alors que les chefs "ouvriers" hurlent au "pouvoir **antidémocratique** des monopoles" ! Mais par ailleurs, les monopoles doivent compter avec le mouvement ouvrier et populaire, et si le secteur nationalisé donne actuellement un os à ronger aux chefs "ouvriers", leur programme des "nationalisations démocratiques" offre en outre une position de repli idéale pour le régime capitaliste dans une période de crise.

La politique des chefs "ouvriers" est de gesticuler à propos des seules **conséquences** du régime capitaliste, et d'en dénoncer simplement les **formes**

actuelles, afin de préserver le Capital lui-même. Leur idéal est d'établir une forme nouvelle, "avancée" de gestion capitaliste, au moyen des "nationalisations démocratiques".

Ce qu'ils retiennent, ce n'est pas que les capitalistes ont une fonction d'exploiteurs, mais que cette fonction est exercée et commandée par des "privilegiés" de naissance, des "fils à papa". Ils veulent supprimer cette trace de préjugé patriarcal de l'Ancien régime, et "démocratiser" la propriété privée, en réservant la fonction patronale à des "spécialistes" éprouvés de l'exploitation de l'homme par l'homme, à une caste parasitaire de fonctionnaires de l'État-patron, à la bourgeoisie rouge à la mode khrouchtchévienne. Mais contrairement à Khrouchtchev, les chefs "ouvriers" de la C.G.T. veulent restaurer le capitalisme **avant** la révolution, c'est-à-dire le **rénover**. Voilà la voie "nationale" au socialisme, conforme à notre époque et au génie français !

Nous comprenons à présent pourquoi il est "anormal que la propriété (**privée**) des moyens de production reste et même se restreigne entre les mains de quelques hommes"...

Quels sont les résultats des "nationalisations démocratiques" :

- Au lieu du renversement de l'appareil d'État, les nationalisations ont pour but de le **renforcer** ;
- Au lieu de réaliser l'expropriation des capitalistes, les nationalisations **consolident** la propriété privée sous la forme du Capital "national".

En fait de "démocratie, les nationalisations produisent une caste féodale de "Directeurs" tout-puissants, livrés à une corruption effrénée, en face d'une vaste armée de travailleurs dépourvus de moyens de défense.

Le programme des "nationalisations démocratiques" représente exclusivement les intérêts particuliers de **l'aristocratie ouvrière**, concentrés dans la défense de l'État-patron ; c'est le programme du CAPITALISME BUREAUCRATIQUE.

Le plus important, c'est qu'il divise la classe ouvrière, et anéantit tout programme de classe des travailleurs.

Ensuite, il tend à écarter la classe ouvrière de ces alliés directs, en particulier de la petite bourgeoisie intellectuelle des villes, que les chefs "ouvriers" intoxiquent, cherchent à annexer, et à rendre solidaire du capitalisme. La Conférence de Presse de la Fédération de la Métallurgie nous montre comment :

"La nationalisation (des usines de construction automobile) serait une mesure de simple justice :

## ***Freddy Malot – À propos du X<sup>ème</sup> Congrès de Berliet-Vénissieux***

- Elle donnerait tout son sens à l'esprit d'initiative des **chercheurs, ingénieurs, techniciens** ;

- "Elle donnerait aux **travailleurs** de l'automobile une plus grande possibilité de voir leurs revendications satisfaites".

Que signifient ces promesses ?

1- Elles renforcent le côté réactionnaire, individuel, arriviste, des intellectuels, en leur faisant croire qu'ils peuvent se sentir chez eux dans les bureaux du Capital ; de même que les intellectuels réclamaient avant 1848 le droit de vote pour eux-mêmes au nom de leurs "capacités", de même on réclame aujourd'hui des privilèges particuliers pour les capacités "économiques" des cadres, etc.

2- Les "travailleurs", à qui il est dénié tout "esprit d'initiative", ne voient pas leur sort d'esclave changé d'un pouce, et on leur annonce une vague "possibilité" plus grande de faire valoir leurs revendications, sous la protection des "administrateurs" "ouvriers" du Capital. Probablement comme les mineurs de Waziers des houillères "nationalisées", à qui **Thorez** disait, en juillet 1945 :

"Produire, produire, et encore produire, faire du charbon, c'est aujourd'hui la forme la plus élevée de votre devoir de classe, de votre devoir de français" ; "je le dis franchement : il est impossible d'approuver la moindre grève, surtout lorsqu'elle éclate en dehors du syndicat et contre le syndicat... on veut à chaque fois faire grève... ce n'est pas sérieux" ; "assurer les meilleures conditions de salaire et de travail. Mais... pas par la grève... ce n'est pas possible, voyons, il faut être plus sérieux"...

## Conclusions

Résumons l'affaire des nationalisations, couronnement des conceptions économiques des lieutenants de G. Séguy.

Les “nationalisations démocratiques” n’ont pas pour but de réaliser l’émancipation des travailleurs ou de faire progresser dans cette voie. C’est au contraire un vaste programme de conciliation du Capital et du Travail autour de l’État-patron, qui reflète les intérêts particuliers de l’aristocratie ouvrière, serve du capitalisme. Les “nationalisations démocratiques” sont la formule “politique” de l’Association Capital-Travail.

Leur prétendu caractère “démocratique” est en réalité l’expression réactionnaire et féodale du capitalisme bureaucratique parasitaire, dont le plan est le suivant :

- Revendication petite-bourgeoise de la séparation des monopoles et de l’État (“écarter les monopoles de la direction de l’État”) ;
- Libre compétition des monopoles et de l’État-patron (“limiter l’emprise des monopoles”, et indépendance du secteur “public”) ;
- “Les nationalisations avec indemnisation des actionnaires”, c’est-à-dire plan de sauvetage du capitalisme, gestion de convalescence du régime ;
- Gestion du Capital “national” par des exploiters de métier, ou ôter la propriété privée des “mains de quelques hommes n’y recherchant **que** le profit”, avec le projet utopique d’associer le profit et le progrès social.

“La société ne trouvera pas son équilibre, tant qu’elle ne tournera pas autour de son soleil, le travail”, disait Marx. Le soleil des chefs “ouvriers”, c’est le Capital et le profit, et ils tournent autour comme des moucheron éblouis.

Sur la base d’une apologie fondamentale du capitalisme, ils en font une “critique” formelle, idéaliste, petite-bourgeoise. Ainsi, ils parlent de “**réclamer**” les nationalisations. À qui ? Non pas au Ministre du Travail, comme le droit de vote des jeunes ouvriers aux élections professionnelles, mais au Président de la République lui-même !

“Que fait le gouvernement ? Qu’entend faire le chef de l’État... ? Est-il pris de court (!) ou désarmé juridiquement (!) devant les banquiers comme Lazard Frères ? Ne peut-il soumettre les Michelin à ses (!) décisions ?” (Conférence de Presse).

Cela se passe de commentaires !

***Freddy Malot – À propos du X<sup>ème</sup> Congrès de Berliet-Vénissieux***

Ce faisant, les chefs “ouvriers” livrent la classe ouvrière sans défense au patronat et à ses politiciens, et ouvrent la voie à la dictature ouverte du Capital.

Les chefs “ouvriers” ne sont pas simplement des “traîtres” du mouvement ouvrier révolutionnaire, mais les représentants d’une minorité sociale totalement solidaire, par ses intérêts particuliers, de la classe dominante.

Nous serons les maîtres des usines et de nos existences, non pas par les “nationalisations”, mais par **l’expropriation** des capitalistes et de l’État-patron, qu’exige la libération des forces productives de la société et la marche vers la société sans classes.

Cette expropriation, l’abolition de la propriété privée sous toutes ses formes, nous ne la “réclamerons” pas aux patrons et à leurs Ministres ; nous l’attendons de la lutte de notre CLASSE organisée, qui seule peut et doit la réaliser, à la tête de tout le peuple.

***“Nous ne sommes rien...***

***Soyons tout !”***

(L’Internationale)

Chilpéric [Freddy Malot] – 1<sup>er</sup> août 1969.

---



# *Annexes*

---

# **Engels – Le Marxisme et les Nationalisations**

La position du marxisme en ce qui concerne les nationalisations se résume en deux points :

1- Sans destruction de l'État capitaliste par le peuple en armes, et l'établissement de la dictature du prolétariat, il ne peut exister que des nationalisations capitalistes qui n'ont absolument rien à voir avec le socialisme.

2- Les nationalisations capitalistes sont des réformes que la classe ouvrière et son Parti maoïste ne peuvent et ne doivent réclamer ou soutenir que dans certains cas seulement ; dans d'autres elles doivent au contraire être dénoncées et combattues. Autrement dit, toute nationalisation n'est pas un progrès.

Ces deux points ont été clairement exposés par le collègue de Marx, Friedrich Engels<sup>2</sup>, vers 1880, il y a près de 100 ans déjà, nous allons le voir :

## **1- Les Nationalisations sont sans rapport avec le socialisme**

“C'est purement et simplement une falsification intéressée des bourgeois de Manchester (libéraux) que d'appeler “socialisme” toute intervention de l'État dans le jeu de la libre concurrence : tarifs protectionnistes, règlements professionnels (...), nationalisations de certaines branches d'industrie (...). Nous devons critiquer ce point de vue et non pas lui ajouter foi !”

“Si l'étatisation du tabac était socialiste, Napoléon et Metternich compteraient parmi les fondateurs du socialisme. Si l'État belge (...) a construit lui-même ses chemins de fer principaux, si Bismarck (...) a étatisé les principales lignes de chemin de fer de la Prusse (...) ce n'étaient nullement là des mesures socialistes directes ou

---

<sup>2</sup> Toutes les citations, ainsi que l'argumentation de cet article sont d'Engels ; on doit se reporter aux ouvrages :

- Anti-Dühring (1878) – Notions théoriques II, p. 318.

- Lettres sur le Capital, p. 288 : Lettre à Bracke (30/04/1878) ; Lettre à Bernstein (12/03/1881).

indirectes, conscientes ou inconscientes. Autrement ce seraient des institutions socialistes que la Société royale de commerce maritime, la Manufacture royale de porcelaine et même, dans la troupe, le tailleur de compagnie, voire l'étatisation proposée avec le plus grand sérieux, vers les années 1830, sous Frédéric-Guillaume III, par un gros malin, celle des bordels !”

“L'État moderne, quelle que soit sa forme, est une machine essentiellement capitaliste : l'État des capitalistes, le capitaliste collectif idéal. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires.”

Quelle est donc la signification économique des nationalisations capitalistes ? Après avoir exposé la contradiction fondamentale du régime capitaliste, qui réside dans l'incompatibilité entre l'appropriation PRIVÉE capitaliste, et la production SOCIALE capitaliste, Engels montre que les forces productives poussent elles-mêmes avec une puissance croissante à leur affranchissement de leur qualité de capital – notamment par la voie brutale des crises – ; c'est ce qui oblige les capitalistes eux-mêmes, malgré eux, à traiter de plus en plus les forces productives comme des forces de production sociales, dans les limites bien sûr où cela est compatible avec le système capitaliste. C'est ainsi qu'apparaissent successivement les sociétés par actions, puis les trusts, qui convertissent la concurrence en monopole ; finalement il faut que l'État, représentant officiel de la société capitaliste, prenne lui-même la direction de la production, c'est-à-dire qu'il nationalise certaines branches. Historiquement, cela a commencé par les grands organismes de communication, P.T.T. et S.N.C.F.

Est-ce que cette “socialisation” capitaliste résout la contradiction fondamentale du régime ? En aucune façon ! Au contraire le conflit inhérent au capitalisme devient plus aigu. Mais ce qui se passe dans la société capitaliste ne manque cependant pas d'intérêt :

a) Les crises ont fait apparaître **l'incapacité de la bourgeoisie** à gérer les forces productives modernes ;

b) Le “communisme” capitaliste, comme disait Marx, c'est-à-dire la prise en charge des grands organismes de production et de communication par les sociétés par action, puis leur nationalisation, montrent combien **on peut se passer de la bourgeoisie** pour gérer l'économie. En effet, dans ces conditions nouvelles, toutes les fonctions d'exploitation sont assurées par des employés rémunérés, distincts des propriétaires, que le développement même du capitalisme relègue dans la population superflue !

## **2- Toute nationalisation n'est pas un progrès**

“Tout transfert de responsabilités commerciales ou industrielles à l'État (capitaliste) peut avoir un double sens et un double résultat, suivant les circonstances :

- un résultat réactionnaire signifiant un retour au moyen âge ;
- ou un effet progressiste, un pas en avant vers le communisme”.

Donc, étant entendu que les nationalisations capitalistes n'ont rien à voir avec le socialisme, elles peuvent constituer, suivant les cas, soit une réforme progressiste, soit une entreprise réactionnaire. Quels sont ces cas ?

**1- Les nationalisations sont un progrès quand elles se justifient économiquement**, quand elles répondent à une nécessité interne, inéluctable du développement économique du pays. “Ce n'est que dans le cas où les moyens de production et de consommation sont réellement trop grands pour être dirigés par les sociétés par actions, où donc l'étatisation est devenue une nécessité économique, c'est seulement en ce cas qu'elles signifient un progrès économique, même si c'est l'État actuel qui l'accomplit”. L'État nationalise alors simplement “pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste”. Il y a progrès parce que ce faisant le capitalisme perfectionne lui-même les conditions matérielles du socialisme. Mais en attendant l'exploitation capitaliste, loin d'être supprimée, est poussée à son comble, et ce qui reste de propriété privée est renforcé au lieu de s'en trouver menacé.

**2- Les nationalisations sont réactionnaires quand leur but est politique**, quand leur résultat essentiel est de renforcer l'État capitaliste. Dans ce cas, “ce prétendu socialisme n'est rien d'autre :

- d'une part qu'une réaction féodale,
- et d'autre part qu'un prétexte à faire marcher la planche à billets,
- avec comme intention annexe le désir de transformer le plus possible de prolétaires en fonctionnaires et retraités dépendants de l'État, c'est-à-dire d'organiser, à côté d'une armée disciplinée de fonctionnaires et de militaires, une armée aussi disciplinée de travailleurs. Remplacer la pression électorale des contremaîtres par celle des supérieurs hiérarchiques dépendants de l'État.

## ***Freddy Malot – À propos du X<sup>ème</sup> Congrès de Berliet-Vénissieux***

Quel beau socialisme ! C'est à cela qu'on aboutit, lorsqu'on fait confiance au bourgeois, lorsqu'on croit ce qu'il ne croit pas lui-même, mais feint de croire : que l'État... c'est le socialisme."

Ainsi "Bismarck, sans aucune nécessité économique, a étatisé les principales lignes de chemin de fer de la Prusse, simplement :

- pour pouvoir mieux les organiser et les utiliser en temps de guerre,
- pour faire des employés de chemin de fer un bétail électoral au service du gouvernement,
- et surtout pour se donner une nouvelle source de revenus indépendante des décisions du Parlement."

Retenons la critique d'Engels, qui peut nous servir de modèle, du projet de Bracke – l'un des chefs du parti socialiste allemand (eisenachien) – de nationalisation des chemins de fer et de l'industrie des tabacs : ce projet ne se justifiait pas économiquement, puisque l'Allemagne sortait à peine du moyen âge, et entrait dans la période capitaliste depuis la crise de 1875. Le progrès exigeait au contraire un large développement du capitalisme concurrentiel, qui désagrègerait d'une part les structures féodales du nord-est du pays, et éliminerait d'autre part la petite entreprise dans l'ensemble de l'économie. Les P.T.T. étaient déjà nationalisés, mais le développement économique ne justifiait à l'époque l'étatisation des chemins de fer qu'en Angleterre.

Bien sûr, en ce qui concerne les Tabacs, l'étatisation aurait supprimé les infâmes travaux à domicile de cette industrie. Mais : 1- cette transformation économique aurait pris plus de temps que ne semblait devoir durer le régime bonapartiste prussien ; 2- les ouvriers d'État des Tabacs auraient immédiatement été placés sous le régime des lois d'exception contre les socialistes et privés du droit d'association et du droit de grève, ce qui aurait été un désavantage pire que l'avantage économique ; 3- on pouvait être sûr que l'État prussien ferait empirer la qualité du tabac, en augmenterait le prix, si bien que les capitalistes se serviraient de cette expérience pour combattre le socialisme.

Mais il y a plus grave encore : non justifiée, la nationalisation, serait donc essentiellement instaurée dans un but financier pour accroître la puissance de l'État, du système politique prussien, et donnerait à celui-ci le pouvoir d'attribuer des places et de corrompre de deux manières :

- en acquérant une indépendance financière totale, échappant à tout contrôle ;
- par la mainmise directe sur deux nouvelles armées, cheminots et buralistes.

### **3- Conclusions**

Deux séries de conclusions s'imposent soit que l'on rapporte les nationalisations au socialisme, soit qu'on les envisage comme réforme capitaliste :

1- George Marchais et le PCF jouent sur les mots, ou plutôt trompent délibérément la classe ouvrière et le peuple quand ils affirment que les nationalisations et le gouvernement capitaliste correspondant d'"Union populaire" "ouvrent la voie au socialisme". Notons que les gaullistes prétendent eux aussi, par pure démagogie, que la vieille Gauche tricolore nous entraîne à la République rouge, si bien que cette complicité crée un immense malentendu pour les électeurs, qu'ils votent d'un côté ou de l'autre ! Marchais falsifie également le marxisme, et en identifiant les forces productives matérielles à leur forme sociale de Capital, il sombre avec son parti dans l'économie vulgaire.

Les nationalisations sont simplement le fruit des contradictions du capitalisme. Pratiquement, ce "communisme" capitaliste peut tout juste nous donner une idée de ce qu'il y a à faire, une fois réalisé le renversement révolutionnaire du pouvoir politique des classes exploiteuses ; dans la mesure où on l'assimile frauduleusement au socialisme, celui-ci ne peut que s'en trouver discrédité, et par suite loin de lui ouvrir la voie, on s'éloigne du but.

C'est Engels qui montre comment sortir de l'impasse capitaliste. La solution, dit-il, ne peut consister qu'à substituer aux nationalisations, à cette socialisation FORMELLE des forces productives, la reconnaissance EFFECTIVE de leur caractère social, collectif. Cela ne peut se produire que si la société prend possession OUVERTEMENT ET SANS DÉTOUR des forces productives devenues trop grandes pour toute autre direction que la sienne, c'est-à-dire par l'expropriation directe des gros patrons par les travailleurs eux-mêmes, et la gestion de l'économie par les PRODUCTEURS ASSOCIÉS. Les prolétaires, dont le capitalisme grossit toujours plus le nombre, sont la puissance que le système crée lui-même, et qui est obligée d'accomplir ce bouleversement sous peine de périr.

2- Le programme de nationalisations capitalistes de la vieille Gauche est-il progressiste ou réactionnaire ? Notre Parti maoïste en formation n'est pas encore en mesure d'apporter une réponse sérieuse. Mais Engels nous indique la marche à suivre : étudier l'état économique du pays (ajoutons relativement au marché mondial) ; puis sa situation politique, étatique et le rapport de l'un à l'autre ; enfin

examiner les nationalisations cas par cas, pour chaque branche ou secteur économique. De ce point de vue, nous pouvons déjà poser quelques questions :

- Le seul intérêt des nationalisations étant dans la concentration et la centralisation du capital, cela ne se produit-il pas spontanément, et à une échelle bien plus vaste dans la formation de l'Europe ?

En admettant que certaines nationalisations soient justifiées, sont-ce principalement, ou seulement, celles que propose la vieille Gauche ? Faut-il non pas nationaliser les marchands de canons, mais les supprimer ? Comment admettre l'indemnisation des gros actionnaires ? Pour exproprier pour de bons les sociétés capitalistes, est-il sérieux de préconiser la méthode "électorale" !

- Les nationalisations justifiées économiquement représentent un renforcement immédiat du capital, c'est-à-dire de la force d'exploitation ; pourquoi les présenter par conséquent comme l'"instrument déterminant" des conquêtes sociales ? D'autant que le "rachat" des entreprises par l'État aurait pour premier résultat un accroissement énorme de la dette publique.

Des "conquêtes sociales" elles-mêmes, il est permis d'en rire, puisque les 1000 francs ne représentent pratiquement aucune amélioration, et que les 40 h – sur lesquelles on est des plus discrets, et qu'on ne promet même pas pour tout de suite – ne nous ramèneraient même pas à 1936 (35 ans en arrière !) compte tenu de l'allongement des trajets. Alors pourquoi tout ce bruit ? Et ne nous étonnons pas que gaullistes et "réformateurs" aient pu aussi facilement se donner le même catalogue électoral ?

Les travailleurs peuvent obtenir par la lutte des avantages réels, c'est-à-dire bien supérieurs sans y mêler des nationalisations ! Tout simplement en faisant payer les patrons... et l'État-patron ! En fait c'est ce qu'ils étaient en droit d'attendre de la grève des 10 millions de 1968... si les Séguy et consorts qui se présentent aujourd'hui comme les "garants" de l'union populaire n'avaient pas organisé les négociations de Grenelle précisément pour liquider la grève générale, défaire l'union populaire !

- Enfin il faut se demander si la France gaulliste ne souffre pas tout particulièrement d'un étatisme monstrueux ; dans ces conditions la vieille Gauche ne tire-t-elle pas à hue quand il faut aller à dia ?

Soyons donc sur nos gardes, gardons-nous à droite, gardons-nous à "gauche" !

Silvye [Freddy Malot] – 27 Pluviôse, An 181 (16/02/1974)

Tirage : 100 ex.

# **Vive le syndicalisme de lutte de classe !**

## ***Chassons la domesticité révisionniste des syndicats !***

### **1- Nécessité historique des syndicats. Leurs buts :**

#### **l'action corporative et l'action politique**

“La grande industrie agglomère dans un endroit une foule de gens inconnus les uns aux autres. La concurrence les divise d'intérêts. Mais le maintien du salaire, cet intérêt commun qu'ils ont contre leur maître, les réunit dans une même pensée de résistance : COALITION.

Ainsi la coalition a toujours un double but, celui de faire cesser entre eux la concurrence, pour pouvoir faire une concurrence générale au capitaliste.”

Marx (Misère de la Philosophie)

“Les luttes pour des salaires normaux sont des incidents inséparables du système du salariat dans son ensemble et la nécessité de disputer le prix de la force de travail avec le capitaliste est en connexion avec la condition qui oblige la classe ouvrière à se vendre elle-même comme une marchandise...”

Les ouvriers ne doivent pas se laisser absorber exclusivement par ces escarmouches inévitables que font naître sans cesse les empiètements ininterrompus du capital où les variations du marché.

Il faut qu'ils comprennent que le régime actuel, avec toutes les misères dont il les accable, engendre en même temps les CONDITIONS MATÉRIELLES et les FORMES SOCIALES nécessaires pour la transformation économique de la société...

Les syndicats agissent utilement en tant que centres de résistance aux empiètements du capital. Ils manquent en partie leur but dès qu'ils font un emploi peu judicieux de leur puissance. Ils manquent entièrement leur but dès qu'ils se



bornent à une guerre d'escarmouches contre les effets du régime existant, au lieu de travailler en même temps à sa transformation et de se servir de leur force organisée comme d'un levier pour l'émancipation définitive de la classe travailleuse, c'est-à-dire pour l'abolition définitive du salariat."

Marx (Salaires, prix et profits)

"Lorsque commença à se développer la forme suprême de l'union de classe des prolétaires, le parti révolutionnaire du prolétariat, les syndicats révélèrent inévitablement certains traits réactionnaires, une certaine étroitesse corporative, une certaine tendance à l'apolitisme, etc. Mais nulle part au monde le développement du prolétariat ne s'est fait et ne pouvait se faire autrement que par les syndicats, par l'action réciproque des syndicats et du parti de la classe ouvrière.

La conquête du pouvoir politique par le prolétariat, est un immense pas en avant. Aussi le parti doit-il, PLUS ENCORE QUE PAR LE PASSÉ à la manière nouvelle et pas seulement à l'ancienne, éduquer les syndicats, les diriger, sans oublier toutefois qu'ils restent et resteront longtemps l'indispensable école du communisme et l'école préparatoire des prolétaires pour l'application de leur dictature".

Lénine (La maladie infantile...)

## **2- Les communistes doivent obligatoirement militer dans les syndicats et en chasser les chefs vendus**

"Des millions d'ouvriers passent pour la première fois de l'inorganisation totale à la forme d'organisation élémentaire inférieure, la plus simple et la plus accessible, (pour ceux qui sont encore profondément imbus des préjugés démocratiques bourgeois) à savoir : aux syndicats.

Et les communistes de gauche, révolutionnaires mais peu raisonnables, sont là à crier : "la masse, la masse" et refusent de militer au sein des syndicats en prétextant leur esprit réactionnaire !

Toute la tâche des communistes est de savoir convaincre les retardataires, de savoir travailler parmi eux et non de se séparer d'eux par des mots d'ordre "de gauche" d'une puérole invention...

Il est hors de doute que MM. Séguy, Descamps, Bergeron, sont très reconnaissants à ces révolutionnaires "de gauche" de prêcher l'abandon des syndicats réactionnaires et de se refuser à y travailler...

Les mencheviks d'occident se sont bien plus solidement incrustés dans les syndicats et une ARISTOCRATIE OUVRIÈRE, CORPORATIVE, ÉTROITE, ÉGOÏSTE, SANS ENTRAILLES, CUPIDE, PHILISTINS, D'ESPRIT IMPÉRIALISTE, SOUDOYÉE ET CORROMPUE PAR L'IMPÉRIALISME, y est apparue bien plus puissante que chez nous.

La lutte contre les Séguy, Frachon, Descamps est beaucoup plus difficile que la lutte contre nos mencheviks ...

Cette lutte doit être impitoyable et il faut absolument la pousser, comme nous l'avons fait, jusqu'à déshonorer complètement et faire chasser des syndicats tous les incorrigibles leaders de l'opportunisme et du social-chauvinisme.

Il est impossible de conquérir le pouvoir politique (et il ne faut pas essayer de prendre le pouvoir) aussi longtemps que cette lutte n'a pas été poussée jusqu'à un certain degré."

Lénine (La maladie infantile...)

### **3- La Stratégie générale**

"Éduquer les ouvriers et accumuler les forces au moyen d'une lutte légale de longue durée et se préparer ainsi à renverser finalement le capitalisme sont les tâches du parti du prolétariat dans les pays capitalistes.

Là il s'agit de soutenir une longue lutte légale, de se servir de la tribune parlementaire, de recourir aux grèves économiques et politiques, d'organiser des syndicats et d'éduquer les ouvriers. Là les formes d'organisation sont légales, les formes de la lutte, non sanglantes.

Le parti communiste ne veut pas d'autre guerre que la guerre civile à laquelle il se prépare. Mais tant que la bourgeoisie n'est pas vraiment réduite à l'impuissance, tant que le prolétariat dans sa grande majorité n'est pas résolu à entreprendre l'insurrection armée et la guerre civile, tant que les masses paysannes n'en sont pas venues à aider volontairement le prolétariat, cette insurrection et cette guerre ne doivent pas être déclenchées."

Mao Tsétoung (Problèmes de la guerre et de la stratégie)

# Table

Sommaire .....	2
<b>À propos du X<sup>ème</sup> Congrès du syndicat “ouvriers” de Berliet-Vénissieux</b> .....	<b>3</b>
Le X <sup>ème</sup> Congrès C.G.T. “ouvriers” Berliet-Vénissieux.....	4
“L’Exploitation de l’Homme par l’Homme” .....	5
“La situation économique de l’entreprise et dans notre pays” .....	7
“Le progrès dans l’expansion” et le plein emploi par les profits.....	8
Les concentrations, ou l’“harmonisation” capitaliste .....	11
1- La concentration, “loi objective du développement industriel” .....	11
2- Les conséquences de la concentration.....	13
La lutte finale : les “nationalisations démocratiques” .....	16
1- Nationalisations et “démocratie avancée” .....	16
2- Pourquoi nationaliser ?.....	18
3- Le capitalisme bureaucratique.....	20
Conclusions .....	23
<b>Annexes.....</b>	<b>25</b>
Engels – Le Marxisme et les Nationalisations .....	26
1- Les Nationalisations sont sans rapport avec le socialisme .....	26
2- Toute nationalisation n’est pas un progrès .....	28
3- Conclusions .....	30
Vive le syndicalisme de lutte de classe ! .....	32
1- Nécessité historique des syndicats. Leurs buts : l’action corporative et l’action politique.....	32
2- Les communistes doivent obligatoirement militer dans les syndicats et en chasser les chefs vendus.....	33
3- La Stratégie générale.....	34
Table.....	35